

Premier anniversaire de l'élection fédérale;

## **AU SERVICE DE LA POPULATION DE MONTARVILLE** **DEPUIS UN AN, JOUR POUR JOUR!**

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 21 octobre 2020 – À l'occasion du premier anniversaire de l'élection fédérale du 21 octobre 2019, le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a tenu à réitérer sa gratitude à la population de la circonscription pour lui avoir accordé sa confiance et à dresser un bref bilan du travail abattu depuis un an, et ce, dans des circonstances souvent adverses. «Les citoyennes et citoyens de Montarville m'ont fait l'insigne honneur de m'élire pour les représenter au Parlement fédéral. Un retour à la Chambre des communes, en ce qui me concerne, qui fut certes des plus particuliers... Tout comme pour mes concitoyennes et concitoyens, nous avons dû revoir nos façons de faire, tant aux niveaux personnel que professionnel. Cela dit, cette pandémie aura représenté, pour moi, un défi supplémentaire et tout à fait inattendu, voire absolument inimaginable au moment où j'effectuais un retour en politique fédérale», a signalé M. Bergeron.

Ce faisant, il joignait sa voix à celle du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, qui a déclaré: «Le Bloc Québécois a livré aux Québécoises et aux Québécois ce que nous avons promis: un engagement sans équivoque pour les intérêts du Québec. Revenus en force à la Chambre des communes pour représenter la nation québécoise, nous avons mis de l'avant sa différence, ses valeurs, sa langue et son économie. C'est ce que nous avons fait avec rigueur et cohérence et c'est ce que nous continuons de faire avec notre plan de relance et notre réponse aux défis posés par la pandémie.

«Mais, malgré cette crise sanitaire qui n'en finit plus de finir, de même que les drames personnels et familiaux qu'elle a entraînés dans son sillage, il faut souligner que cette première année de mandat a néanmoins donné lieu à de belles réalisations», d'ajouter le député de Montarville.

### **Du soutien durant la pandémie**

Durant la dernière année, des sommes importantes provenant du fédéral ont été investies dans la circonscription de Montarville. Le Programme *Nouveaux Horizons pour les Aînés* a permis, par exemple, à certains organismes de se partager plus de 40 000\$ par l'intermédiaire et une dizaine de projets ont été soutenus par Stéphane Bergeron lors du nouvel appel de projets de cet automne. Via le programme *Emploi d'été* pour les jeunes, près de 600 000\$ ont été octroyés, permettant la création d'une centaine d'emplois pour des jeunes de et dans la circonscription, emplois qui étaient particulièrement bienvenus pour soutenir la relance de notre économie et tenter de minimiser les effets de la crise sanitaire. En outre, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville a profité de 50 000\$ via le Programme de gestion des actifs municipaux pour la mise en place d'une stratégie de gestion de ses actifs. Finalement le Fonds d'urgence pour la transformation a attribué plus d'un quart de million de dollars à l'entreprise *Exceldor* de Saint-Bruno-de-Montarville, afin d'assurer la santé et la sécurité des travailleurs des secteurs agroalimentaires subissant les répercussions de la COVID-19.

### **La santé, ultime priorité en crise sanitaire**

Alors que le gouvernement fédéral tarde à transférer les milliards qu'il doit au Québec et aux provinces, il est légitime de se demander de quel droit il se permet de poser des conditions quant à la façon dont les sommes devraient être dépensées dans leurs propres champs de juridiction. «Le gouvernement fédéral propose de verser 14 milliards de dollars au Québec et aux provinces pour les aider à assumer une partie des frais engagés pour faire face à la crise de la COVID-19. Nous savons que les gouvernements du Québec et des provinces ont besoin de bien d'avantage que cela, mais cet argent serait néanmoins bienvenu si le gouvernement fédéral n'y accolait pas de conditions. Comme si le gouvernement fédéral, qui ne gère aucun hôpital, aucun centre de soins de longue durée, aucun réseau de garderie, aucun réseau de transport public, lui, il connaissait ça! Le gouvernement fédéral, qui ne connaît strictement rien là-dedans, pourrait-il simplement transférer les sommes aux gouvernements qui sont les seuls compétents en la matière, à savoir celui du Québec et des provinces?», s'interroge M. Bergeron.

### **Pour les aînés et les personnes vulnérables**

Durant la campagne électorale, les aînés étaient déjà au cœur des revendications du Bloc Québécois. «Nous avons alors plaidé en faveur d'une bonification substantielle de leur pouvoir d'achat. Dans cet esprit, le Bloc Québécois a invité le premier ministre Trudeau à mettre en œuvre un certain nombre de mesures, et ce, dans les plus brefs délais, pour donner un peu d'air, sur le plan financier, à ces personnes qui ont particulièrement été affectées par la pandémie, qui ont largement contribué à cette prospérité ayant permis au gouvernement fédéral de se montrer prodigue envers tout le monde et sa sœur, et auxquelles nous sommes des plus redevables. Pour toute réponse, Ottawa a longuement tardé à leur transmettre un supplément temporaire, ajoutant l'insulte à l'injure en annonçant sa volonté de créer dorénavant deux catégories d'aînés; les "jeunes" aînés et les "vieux" aînés! Si le gouvernement fédéral n'entend pas défendre les aînés, ceux-ci peuvent compter sur le Bloc Québécois pour continuer de le faire!», d'insister Stéphane Bergeron.

### **Des revendications pour la circonscription de Montarville**

Stéphane Bergeron n'est pas peu fier des revendications qu'il a pu faire valoir sur le parquet de la Chambre des communes et auprès du gouvernement fédéral. Dans le dossier de l'Aéroport de Saint-Hubert—Longueuil, par exemple, plusieurs actions ont été entreprises afin de favoriser le dialogue entre l'administration aéroportuaire et la population environnante, de même que la prise en compte des préoccupations des uns et des autres. Au moins deux rencontres se sont tenues, dont une avec *DASH-L* et l'autre avec *Chrono Aviation*, tandis que, le 17 juin dernier, Stéphane Bergeron déposait une pétition à la Chambre des communes sur le sujet.

Le texte de la pétition fait état d'un certain nombre d'observations et d'attentes touchant, entre autres, le survol de secteurs densément peuplés, particulièrement la nuit, et sur la santé et la sécurité des populations concernées, de même que sur les mécanismes de représentation et d'imputabilité de l'administration aéroportuaire. «Je crois que bien peu de personnes s'attendent à ce que l'aéroport cesse ses opérations, à plus ou moins brève échéance, d'autant que celui-ci s'inscrit plutôt dans une perspective de développement, étant avantageusement situé et bénéficiant d'une conjoncture favorable. Je pense que les signataires de la pétition souhaitent simplement que leur point de vue soit dûment pris en compte, ayant souvent eu l'impression que leurs préoccupations et doléances avaient été traitées avec une certaine désinvolture par *Développement Aéroport Saint-Hubert de Longueuil (DASH-L)*», souligne le député de Montarville.

D'une autre part, l'Ancien champ de tir de la Défense au mont Saint-Bruno a aussi fait l'objet d'une pétition déposée en Chambre, le 20 octobre dernier. «Les quelques 1745 signataires demandent au ministre de la Défense d'agir rapidement pour que le site de 4,5 km carré, qui n'est plus utilisé, soit rapidement transféré, après sa remise en état, à un organisme comme la SEPAQ, relevant du Québec, ou encore un organisme régional ou municipal compétent, qu'il soit protégé du développement immobilier et que l'accès soit redonné aux citoyennes et citoyens pour une utilisation récréative dans le respect des espaces réservés pour la préservation des espèces protégées», d'ajouter M. Bergeron.

«À l'image de cette année pour le moins étrange, ce premier anniversaire d'élection aura été particulier, puisqu'il était souligné sous la menace d'un nouveau déclenchement d'élections... Pourtant, la motion conservatrice, en faveur de laquelle le Bloc Québécois a voté, avait simplement pour objet de créer un comité parlementaire destiné à faire la lumière sur le scandale "*We Charity*", auquel ne cessent de s'ajouter de nouveaux scandales. Or, les libéraux font tout pour qu'on ne puisse aller au fond de cette affaire nébuleuse... Après avoir prorogé le Parlement, ils menaçaient de le dissoudre! Qu'ont-ils donc tant à cacher? Entre-temps, puisque des élections n'ont pas été déclenchées, nous continuerons de collaborer avec tous les partis pour continuer à défendre les intérêts du Québec à Ottawa», de conclure Stéphane Bergeron.

**Source:** Pascale Guilbault, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron  
@ [pascale.guilbault.349@parl.gc.ca](mailto:pascale.guilbault.349@parl.gc.ca)  
☎ 450 922-BLOC (2562)